

## EXPERTISE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

*Les Civic Techs peuvent-elles réparer la démocratie ?*

### INTRODUCTION ET PROBLÉMATISATION

La controverse que nous étudions possède plusieurs particularités : tout d'abord dans sa structure même : il ne s'agit pas d'une innovation portée par des entreprises ou des gouvernements et questionnée par les citoyens, à la façon du débat sur les OGM ou encore la surveillance ; il ne s'agit pas non plus d'un débat sociétal divisant la population entière comme le mariage pour tous ou encore la dépénalisation du cannabis. Il s'agit d'une controverse moins connue du grand public, du fait de la complexité et de la diversité des outils et intérêts en jeu, mais qui touche aux fondements même de notre modèle de société. Elle implique donc de nombreux acteurs de sphères d'appartenance très variées. Il est ainsi essentiel de prendre en compte la diversité des acteurs : mouvements citoyens, associations, start-ups, plateformes administratives ou encore partis politiques.

De plus, la controverse étant récente, les acteurs manquent de recul, d'où le faible nombre de rapports scientifiques effectuant une analyse statistique, et une forte polarisation des opinions.

Enfin, il s'agira d'étudier certains débats associés afin de sortir de la généralité du terme Civic Tech : **Les Civic Techs permettent-elles d'impliquer tous les citoyens dans le système démocratique ? Les Civic Techs sont-elles garantes de plus de transparence ? Peut-on mettre en place un système basé sur l'utilisation des nouvelles technologies ? Internet peut-il améliorer la qualité des débats ? Quel Business model adopter ?**

### L'ACCESSIBILITÉ

Un des principaux enjeux des Civic Techs est de faire fonctionner un système de démocratie participative, dans l'espoir de redonner aux citoyens l'envie et les moyens de s'investir dans le système démocratique. Il s'agit donc à la fois de leur donner un levier pour agir sur les décisions publiques, mais également de les informer sur ce qui existe et les conséquences des potentielles évolutions. Internet semble alors être le moyen idéal de réaliser cela. En effet les plateformes participatives en ligne telles que Stig (11000 utilisateurs actifs) et le budget participatif de Paris (160000 votants) permettent de **toucher un public large**, chose qui aurait été difficilement possible sans ces outils.

Néanmoins, bien qu'encourageants, ces chiffres sont à nuancer : d'après une étude commandée par la CNDP (Commission Nationale du Débat Public) à TNS Sofrès en 2014, **alors que 96% des français jugent important que les pouvoirs publics tiennent davantage compte de l'avis des citoyens, 49% sont opposés à l'utilisation d'Internet pour y parvenir.**

Cela s'explique en partie par un taux de pénétration d'Internet qui n'est pas complet en France, particulièrement dans les campagnes : d'après l'étude 2016 du CREDOC sur l'usage du numérique en France, 85% des français ont accès à Internet mais seulement 74% y accèdent tous les jours. La consultation systématique via Internet éliminerait alors plus d'un quart de la population française du débat public, renforçant ainsi les inégalités entre villes et campagnes, et entre milieux sociaux.

## LA TRANSPARENCE ET LE FINANCEMENT

La défiance quant à l'utilisation d'Internet dans le cadre de la démocratie participative témoigne également d'une peur de la compromission des données et de leur utilisation de façon opaque, ainsi que de la question de l'indépendance financière.,

La start-up Liegey-Muller-Pons, célèbre notamment pour leur utilisation du big data à des fins électorales lors de la campagne d'Emmanuel Macron déclare posséder 16000Go de données sur les préférences politiques des citoyens. La puissance des données représente une manne financière énorme qui attire les convoitises et l'inquiétude vis-à-vis de l'apparition de telles entreprises dans le paysage démocratique est réelle, comme le souligne l'article "Will democracy survive Big Data and Artificial Intelligence" écrit pour Scientific American par un groupe de chercheurs, qui **craint un système démocratique gelé par des données cachées mais pourtant omniprésentes.**

**L'Open Data répond à cette utilisation trop opaque des données :** Open Fisca, Integrity Watch ou encore data.gouv sont quelques exemples de plateformes mettant à disposition de nombreuses données difficilement accessibles autrement. La quasi-totalité des pays européens ont lancé des initiatives visant à rendre publiques les données administratives liées à l'état. Néanmoins cette mise à disposition nécessite une présentation des données réfléchie et une éducation particulière à la lecture d'une telle quantité de données.

L'Open Data pourrait également apporter une certaine transparence vis-à-vis du financement des initiatives mises en place, qui souffrent aujourd'hui du manque d'un Business model viable. En effet, une grande partie des acteurs présents dans le paysage des Civic Techs base son financement sur les dons des adhérents ou de "philanthropes". Mais la diversité des fournisseurs de moyens doit être respectée selon Clara Boudehen, chargée de mission au cabinet d'Axelle Lemaire, qui considère **qu'une vraie indépendance financière nécessite des subventions d'origine à la fois publique et privée, et un accès pour tous au détail du financement**

## LA MISE EN PLACE

Une des principales critiques formulées contre les Civic Techs est la question de la difficulté de mise en place de ces technologies. Le risque est de les réduire à des simples gadgets seulement utilisés par une fraction de la population.

Afin d'éviter ceci, le Think Tank Renaissance numérique, auteur d'un rapport intitulé "Démocratie mise à jour", préconise **l'utilisation du design stratégique afin de simplifier au maximum l'expérience utilisateur tout en donnant l'envie aux citoyens d'utiliser les plateformes mises à disposition.** Cette approche a déjà été implémentée au Royaume Uni avec le Design Council, qui gère les interfaces du gouvernement britannique, et aurait permis 61 millions de livres d'économies en 2015, bien que de telles estimations soient compliquées à vérifier.

Mais avec l'explosion du nombre de plateformes et de données à disposition, il est nécessaire selon l'Open Knowledge Fondation de **créer "l'école des données", c'est-à-dire l'apprentissage de l'analyse raisonnée et non-militante des données présentées.**

Malgré ces initiatives, la réelle mise en place d'un système basé sur les Civic Techs semble encore lointaine. En effet, selon Stefaan Verhulst, chercheur reconnu et co-fondateur de GovLab, **la question des Civic Techs est souvent traitée par des chercheurs selon un point de vue académique mais peine à répondre aux questions concrètes des politiciens.**

Le Think Tank Point d'Ancrage rappelle ainsi qu'il faut que les Civic Techs s'orientent vers la "nécessaire « politisation » de ces initiatives, c'est-à-dire la recherche de réponses concrètes à des problèmes réels et clivants plutôt que la poursuite des chimères de la neutralité, du solutionnisme technologique et de la chasse à la licorne".

## CONCLUSION

Beaucoup s'accordent à dire que l'avenir de notre démocratie est participatif, et pour un nombre croissant d'acteurs, que les Civic Techs sont l'opportunité d'y parvenir. Mais après la période d'enthousiasme que les Civic Techs et l'utopie qu'elles représentent ont apporté à leur début, elles se heurtent à des critiques bien réelles.

**Transparence, financement, accessibilité et mise en œuvre sont des problématiques auxquelles les instances porteuses de ces espoirs se doivent de répondre.** Mais le défi le plus important auquel les Civic Techs sont confrontées reste de **convaincre au-delà des sphères de la recherche et du militantisme citoyen.** Tant que le système même des Civic Techs ne sera pas stable, elles ne pourront prétendre réguler le processus démocratique. L'évolution du paysage des Civic Techs dans les prochaines années sera déterminante pour leur avenir.